



MINISTÈRE DES ARMÉES

Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP)

**Maître de l'ouvrage
Ministère des armées**

**Conducteur d'opération
Service Infrastructure de la Défense**



Objet de la consultation

Base de Défense Brest - Lorient

**Accord-cadre à bons de commande relatif à des travaux de maintenance de
la station de distribution de carburants de la Base Navale de Brest**

CHAPITRE 1 : INDICATIONS GENERALES	3
11- OBJET DU CCTP	3
12- SITUATION DES PRESTATIONS	3
13- DOCUMENTS DE REFERENCES	3
14- OBLIGATIONS DU TITULAIRE	4
15- HYGIENE ET SECURITE	4
151- Ouvrages voisins	4
152- Sécurité du public	5
153- Circulation sur la voie publique	5
154- Propreté des espaces aux abords du chantier- Nuisances	5
155- Essais	5
16- DOCUMENTS A FOURNIR	5
161- Avant exécution des prestations	5
162- En fin de prestations	5
CHAPITRE 2 : DEFINITIONS DES PRESTATIONS	5
21- CONSISTANCE DES PRESTATIONS	5
22- OBLIGATION DU PRESTATAIRE	6
CHAPITRE 3 : ENTRETIEN PREVENTIF	6
31- L'ENTRETIEN PREVENTIF ANNUEL (INCLUS AU FORFAIT ANNUEL)	6
32- LE RAPPORT D'INTERVENTION (FORFAIT ANNUEL)	7
33- LA MAINTENANCE SUR DEMANDE EXPRESSE (INCLUSE AU FORFAIT ANNUEL)	8
CHAPITRE 4 : MAINTENANCE CORRECTIVE	8
41- DEFINITIONS DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	8
43- MAINTENANCE CURATIVE (HORS FORFAIT)	8
431- Prix sur EPF/BPU	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
432- Prix sur devis	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
44- LE RAPPORT D'INTERVENTION	8
ANNEXE 1 : IDENTIFICATION DES MATERIELS	9
ANNEXE 2 : CYBER	10

CHAPITRE 1 : Indications Générales

11- Objet du CCTP

Le marché concerne la maintenance de la station de distribution de carburants « La Brasserie » de la BdD Brest-Lorient.

L'exploitation de la station est en libre-service sans surveillance (LSSS).

12- Situation des prestations

Les prestations sont à réaliser sur les sites suivants :

Base Navale de Brest (29) – station carburant de la Brasserie.

13-Documents de références

Tout ce qui n'est pas précisé dans le présent CCTP est soumis aux prescriptions des D.T.U, aux dispositions des codes, normes et des textes réglementaires en vigueur, notamment (liste non exhaustive) :

- ✚ Les documents publiés par le CSTB et relevant de la procédure de l'avis technique : cahiers et avis techniques,
- ✚ Le code du travail – partie réglementaire ;
- ✚ Le [décret n°92-158 du 20 février 1992](#) fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;
- ✚ Le [code de l'environnement](#) ;
- ✚ Le [code de la construction](#) ;
- ✚ Le [code de la santé publique](#) ;
- ✚ La [NFC 15-100](#) - installations électriques ;
- ✚ Les directives européennes ATEX (transcrites en droit français) dont la [Directive Européenne n°99-92](#) du 16 décembre 1999 ;
- ✚ Les [décrets n°2002-1553](#) et [2002-1554](#) du 24 décembre 2002 relatifs à la protection en matière de sécurité et de santé des travailleurs susceptibles d'être exposés au risque d'atmosphères explosives, dite directive ATEX.
- ✚ Le [décret n°2014-285](#) du 3/03/2014 modifiant la nomenclature des ICPE (Installations Classées Pour l'Environnement) ;
- ✚ Le [Décret n°2016-630](#) du 19/05/2016 modifiant la nomenclature des ICPE
- ✚ Le [décret n° 2005-635](#) du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.
- ✚ La [directive EU 2014/99/UE](#) du 21/10/2014 modifiant aux fins de son adaptation au progrès technique, la directive 2009/126/CE concernant la phase II de la récupération des vapeurs d'essence, lors du ravitaillement en carburant des véhicules à moteur dans les stations-service ;
- ✚ [L'arrêté du 1er juillet 2004](#) fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des Installations Classées ni la réglementation des Etablissements Recevant du Public,
- ✚ [L'arrêté du 15 avril 2010](#) fixant les règles générales et prescriptions techniques applicables aux stations-service soumises à autorisation sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- ✚ [L'arrêté du 8 juillet 2016](#) fixant les règles générales et prescriptions techniques applicables aux stations-service soumises à autorisation sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- ✚ [L'arrêté du 11 mai 2015](#) modifiant une série d'arrêtés ministériels pour prendre en compte la nouvelle nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement entrant en vigueur au 1er juin 2015 dans le cadre de la transposition de la directive n° 2012/18/UE du 4 juillet 2012
- ✚ [L'arrêté du 12 décembre 2014](#) relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées
- ✚ [Arrêté du 19 mai 2020](#) relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.
- ✚ La norme [NF EN 1360](#) d'août 2013 relative aux flexibles des pistolets de distribution des volucompteurs ;

- ✚ La norme [NF EN 13616](#) d'août 2016 relative aux dispositifs limiteurs de remplissage pour réservoirs statiques pour carburants liquides
- ✚ La norme [NF EN 13617](#) de septembre 2021 relative aux Stations-service : exigences relatives à la construction et aux performances de sécurité des distributeurs à pompe immergée, distributeurs de carburants et unités de pompage à distance.
- ✚ La réglementation incendie ;
- ✚ Le traitement des déchets ;
- ✚ Les règlements sanitaires départementaux ;
- ✚ Les prescriptions du conseil supérieur de l'hygiène ;
- ✚ Les textes sur les canalisations de transport de fluides inflammables, nocifs, non inflammables ou non nocifs ;
- ✚ Les textes sur la sécurité des travailleurs ;
- ✚ Les textes sur l'utilisation et le stockage de produits dangereux ;
- ✚ Les normes, les DTU, les avis techniques du CSTB.

Si des documents, spécifiques à des prestations ou à un domaine particulier, sont en contradiction avec les documents d'ordre général, il est de la responsabilité du titulaire de s'adresser au représentant de la personne publique pour connaître les suites à donner.

14- Obligations du titulaire

Les prix remis par le titulaire du marché sont réputés comprendre la rémunération de toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution et au parfait achèvement des prestations et ce, dans les règles de l'art.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des prestations qui seront à réaliser. Une visite des installations est possible sur demande auprès des correspondants du SID ATLANTIQUE (SID-ATL).

Si dans le courant du délai d'études de son offre, il n'a pas signalé par écrit toute omission, tout manque de concordance ou toute autre erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement des documents de consultation, il est réputé accepter les clauses du dossier et s'être engagé à fournir toutes les prestations de sa spécialité, nécessaires au parfait achèvement des prestations.

Par le fait de soumissionner, le titulaire contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des prestations de sa profession, conformément aux règles de l'art, quand bien même il ne serait pas fait mention explicitement de certaines d'entre elles au CCTP.

Il a bien pris la mesure de toutes les incidences financières découlant des dernières réglementations concernant l'hygiène et la sécurité.

15- Hygiène et sécurité

Les prestations intéressant la Défense, le titulaire a pris connaissance de [l'arrêté du 19 mai 2020](#) relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures dans un organisme du MINDEF.

Le titulaire du marché devra se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Le titulaire du marché devra, sans pouvoir prétendre à indemnité, prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires pendant toute la durée des interventions.

Il restera seul responsable de tous les dommages que pourraient provoquer l'insuffisance de ces mesures.

Toutes les incidences financières seront comprises dans le prix remis.

Un plan de prévention sera établi, suite à une réunion préalable de prévention au cours de laquelle les risques seront identifiés et les co-activités avec les usagers de la station identifiées.

151- Ouvrages voisins

Les prestations du présent marché sont à réaliser sur des constructions existantes occupées et le titulaire aura à prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité des occupants.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions et les précautions pour ne causer lors de ses prestations, aucune détérioration, si minime soit-elle, aux existants.

Le titulaire devra décider des dispositions à prendre à cet effet et des protections à mettre en place.

Le RPA se réserve toutefois le droit si les dispositions prises lui paraissent insuffisantes, d'imposer au titulaire du marché de réaliser des protections complémentaires.

Toutes les précautions sont à prendre pour éviter les désordres aux ouvrages voisins éventuels.
Le titulaire du marché restera seul responsable pour tous dommages consécutifs à ses prestations.

152- Sécurité du public

Le titulaire devra prendre toutes les précautions et dispositions de sécurité pour éviter les accidents, avant le commencement, et pendant toute la durée des prestations.

Il mettra en place la signalisation et le balisage nécessaires à la sécurité publique au droit des sorties et des ouvriers à l'intérieur de la zone de travail.

Le titulaire est tenu de se conformer à ses frais et sans recours contre le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre ou les autorités compétentes, en vue d'assurer la sécurité et commodités de la circulation des véhicules et des piétons au droit de la sortie de la zone d'intervention.

153- Circulation sur la voie publique

L'entrepreneur demandera toutes les autorisations nécessaires dans les délais impartis au respect du planning aux autorités compétentes.

154- Propreté des espaces aux abords du chantier- Nuisances

Il ne sera mis aucun matériel à la disposition du titulaire par l'administration. En conséquence celui-ci devra se munir de la totalité du matériel nécessaire à la bonne exécution des prestations (déplacements, élévations, outillage spécifique, équipements de protection, etc....)

Le titulaire est tenu de prendre à ses frais, toutes dispositions pour éviter qu'aux abords de sa zone d'intervention, les chaussées et les trottoirs ne soient souillés pour les besoins du chantier.

Le titulaire ne pourra pas occuper la voie publique et les zones piétonnes pour les dépôts de matériels.

155- Essais

Le titulaire du marché devra faire réaliser à ses frais, de sa propre initiative ou à la demande du RPA, l'ensemble des essais et analyses nécessaires à garantir au maître d'ouvrage une qualité optimale dans les matériels fournis et dans leur mise en œuvre.

16- Documents à fournir

161- Avant exécution des prestations

Un plan de prévention sera établi préalablement au commencement des prestations.

Personnes à contacter pour la création des accès :

USID	Courriel
USID BREST	sid-atlantique-sd-mp-usid-bst-notification-cde.contact.fct@intradef.gouv.fr

162- En fin de prestations

Toutes les interventions du titulaire doivent faire l'objet d'un compte-rendu d'intervention. (cf. §32 et 44).

CHAPITRE 2 : Définitions des prestations

21- Consistance des prestations

Les prestations, objets du présent marché se décomposent en deux types :

1/ l'**entretien préventif annuel**

2/ la **maintenance** réalisée à la demande de l'administration et/ou sur préconisation du titulaire.

Ces deux types de prestations donneront lieu à l'établissement d'un rapport après chaque intervention.

Pour l'**entretien préventif**, la date de la visite sera déterminée après accord entre le titulaire du marché, le gestionnaire de la station-service et le SID Atlantique/ USID BREST.

Toute commande d'intervention relative à la **maintenance** se déclinera sous forme d'un bon de commande envoyé par email au titulaire.

La commande d'intervention devra décrire de façon synthétique le problème rencontré.

22- Obligation du prestataire

Le titulaire doit être en mesure de répondre à toute réparation nécessaire au bon fonctionnement de la station de distribution de carburant faisant l'objet du présent marché.

CHAPITRE 3 : Maintenance préventive

31- L'entretien préventif annuel (inclus au forfait annuel)

Au cours de cette intervention **annuelle**, les prestations suivantes seront effectuées sur les matériels cités en annexe :

- *Contrôle de l'état général de chaque volucompteur*
 - ✚ Le circuit hydraulique : Depuis le pied de l'appareil jusqu'à et y compris la buse d'extrémité du flexible de distribution comprenant le groupe de pompage y compris état des courroies et poulies, le flexible, le pistolet et tous les sous-ensembles hydrauliques. A l'exception des ensembles et sous-ensemble compris dans le matériel nécessaire pour une exploitation avec un système relatif à la réduction des émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillements des véhicules dans les stations-services (Décret N° 2001- 349 du 18 Avril 2001 et arrêtés correspondants).
 - ✚ Le contrôle de l'état du flexible de distribution,
 - ✚ Contrôle de l'état des carrosseries,
 - ✚ Contrôle des serrures/fermetures,
 - ✚ Contrôle de fixation au sol du matériel (vérification du scellement),
 - ✚ Contrôle de la plaque de fond « récupération des égouttures » et nettoyage de l'intérieur du volucompteur,
 - ✚ Contrôle de l'état de contamination du sable en fosse distributeur,
 - ✚ Essai de débit de l'appareil,
 - ✚ Opération d'ajustage de débit de l'appareil distributeur,
 - ✚ Vérifications d'absence de fuite au niveau de l'ensemble hydraulique,
 - ✚ Contrôle de conformité de la calibration des dispositifs de récupération des vapeurs sur les appareils distributeurs,
 - ✚ Essai général de fonctionnement des volucompteurs,
 - ✚ Le circuit électrique : depuis l'appareil jusqu'à l'armoire de puissance, comprenant le réglage des disjoncteurs, le moteur, l'éclairage, les passages de câbles par presse-étoupe et les éléments de puissance (disjoncteurs).
 - ✚ L'appareillage électronique : Tous les ensembles et sous-ensembles assurant le fonctionnement initial, auquel il est prévu, des distributeurs et des systèmes 24/24, station-service en libre-service sans surveillance.
 - ✚ Electronique et électrique : l'ensemble des équipements électroniques et électriques y compris câblages hors protection dans le tableau,
 - ✚ Contrôle de l'état de l'afficheur,
 - ✚ Essais et vérification des performances des appareils,
 - ✚ Contrôle de présence du matériel de sécurité : extincteur, couverture anti-feu, pelle, bac à sable et volume du sable contenu,
 - ✚ Vérification du fonctionnement de l'arrêt d'urgence et du report d'alarme,
- Contrôle de la borne de gestion et du PC de supervision :*
 - ✚ Vérification de l'état de la borne (le châssis, le caisson ou les éléments de support et de fixation, les parties mobiles, charnières, serrures),
 - ✚ Contrôle de l'état de la façade et des écrans,
 - ✚ Contrôle du bon fonctionnement du lecteur badge,

- ✚ Contrôle du câblage,
- ✚ Vérification de la transmission du volume du distributeur à l'automate de gestion, ainsi qu'au PC,
- ✚ Maintien et mise à jour du logiciel de la borne de gestion,
- ✚ Mise à jour du système et du logiciel pour corriger les éventuelles vulnérabilités ;
- ✚ Mise à jour à chacune des interventions de la base de signature de l'antivirus.
- ✚ MCO/MCS du PC de supervision,
- ✚ Maintien et mise à jour du logiciel du PC de supervision,
- ✚ Vérification du bloc imprimante.

Contrôles divers :

- ✚ Contrôle de la signalétique (Contrôle de présence et aspect réglementaire des pictogrammes),
- ✚ Petite fourniture nécessaire à la réalisation de la prestation,
- ✚ Regards électriques : contrôle de l'état des gaines et câbles, de l'absence de liquide,
- ✚ Regards proches ou en communication avec la station : contrôle du sablage et de l'obturation des passages vapeurs hydrocarbures,
- ✚ Regards de prélèvements amont et aval du séparateur d'hydrocarbures: propreté à contrôler,
- ✚ Séparateur à hydrocarbures: ouverture tampon, contrôle du fonctionnement, état du flotteur.

Les prestations d'entretien préventif lors de la visite annuelle comprennent aussi toutes les réparations pour mauvais fonctionnement ou mauvais état constatés (pannes, etc...), le remplacement des pièces d'usure, l'évacuation des déchets et d'une manière générale toute prestation de remplacement nécessaire et justifié dans le rapport d'intervention de pièces dont le montant est inférieur à **380 €** (prix public H.T).

En cas de montant supérieur, le titulaire effectuera toutes les expertises et tous les diagnostics préalables à l'établissement d'un devis qu'il transmettra rapidement au représentant du SID.

32- Le rapport d'intervention (forfait annuel)

A la suite des opérations d'entretien préventif, le titulaire adressera au RPA (correspondant de l'ESID défini en début de contrat) le rapport original de visite annuelle, sous un délai de sept (7) jours ouvrés (les jours ouvrés étant du lundi au vendredi), qui sera dressé pour chacun des ouvrages en précisant :

- ✚ Les dates et heures d'intervention,
- ✚ Le nom des intervenants,
- ✚ L'équipement et sa localisation,
- ✚ Le libellé et le type de l'intervention,
- ✚ Le détail des prestations réalisées,

S'il y a lieu :

- ✚ Les mesures ou relevés des compteurs effectués,
- ✚ Les références des fournitures ou des pièces changées,
- ✚ Les annotations particulières de l'intervenant,
- ✚ Un résumé des constatations et observations afin d'attirer l'attention sur certains points particuliers, tels que :
 - ✓ L'état d'usure des courroies,
 - ✓ L'état d'usure des flexibles,
 - ✓ L'état de conservation des bornes de distribution,
 - ✓ La normalité concernant la sécurité de la station.
 - ✓ L'état de conservation des matériels concourants au bon fonctionnement de l'ouvrage,
 - ✓ les préconisations de prestations à réaliser. Le titulaire remettra, sans surcoût, un devis suivant le bordereau des prix unitaires du présent marché. Le maître d'œuvre se réserve le droit de donner suite ou non à ce devis.
 - ✓ Toute non-conformité à la réglementation en vigueur des matériels ou équipements.

Ces documents renseignés, visés, seront fournis par le titulaire, en deux exemplaires dont un original, couleur, format A4.

Une version informatisée des documents au format PDF sera transmise par voie électronique, (les coordonnées des correspondants du SID seront communiquées en début de contrat).

En aucun cas le titulaire ne devra présenter ses factures sans avoir fourni le ou les rapports de visite.

33- La maintenance sur demande expresse (incluse au forfait annuel)

Une demande d'intervention est envoyée au titulaire pour dépannage de l'installation de délivrance de carburant. Le délai d'intervention correspond au délai imparti au titulaire pour intervenir sur site, rechercher la cause d'un incident, établir un diagnostic, mettre en œuvre les moyens pour commencer une opération de dépannage ou de réparation et remplacer les éléments défectueux.

Les délais d'intervention courent à compter de la réception de la demande de travaux attribuée au titulaire, ou la réception d'une demande de travaux chez le titulaire par le biais d'un coup de téléphone, ou via un courriel (CCAP § 3.1.4)

Les demandes de travaux doivent être traitées selon les contraintes de temps imposées par la personne publique.

Le titulaire est soumis à un délai d'intervention contractuel maximum sur les matériels :

- ✚ Arrêt complet de la distribution ou panne de la borne de gestion : 8 heures,
- ✚ Arrêt d'un distributeur : 24 heures,
- ✚ Autres cas (pannes mineures) : 48 heures.

Le calcul du délai d'intervention des appels de maintenance est effectué durant la plage horaire 7h30 - 18h00.

Il pourra être appelé dans ces créneaux horaires, tous les jours de la semaine y compris les jours fériés sauf le 1^{er} Mai et le 25 Décembre. Un numéro de téléphone de contact sera fourni à la notification du marché.

Le coût des pièces échangées suite à une panne est inclus au montant de la commande annuelle du contrat de maintenance, si elles ont un coût inférieur à 380€ HT (voir §31).

Un rapport d'intervention sera produit à l'issue des réparations.

CHAPITRE 4 : Maintenance corrective

41- Définitions des prestations de maintenance

Elles concernent les interventions pour réaliser des prestations de réparation, suite à une panne signalée, qui n'entre pas dans le cadre du forfait annuel.

42- Maintenance curative (hors forfait)

A la suite des anomalies détectées par les personnels de la station de distribution ou pour des besoins d'évolution des installations, d'évolution de la réglementation, d'évolution technique dans le domaine considéré ou de tout autre motif (dégradation liée à un phénomène climatique), le SID-ATL peut demander des travaux au titulaire, soit au titre de l'EPF/BPU, soit sur devis.

Ces interventions ponctuelles ne seraient initiées que si une anomalie était due à une mauvaise utilisation ou erreur de l'utilisateur.

Elles ne sont pas incluses dans le contrat de maintenance.

Le remplacement des pièces se fera de façon limitée aux seules pièces unitaires hors d'usage. Ainsi, sur un ensemble de pièces contenant une pièce hors d'usage, le titulaire ne doit remplacer que celle-ci et conserver si possible l'ensemble, sauf cas exceptionnels dûment justifiés.

Les pièces remplacées seront toutes présentées, s'il en fait la demande, au représentant du SID-ATL.

43- Le rapport d'intervention

A la suite des opérations de maintenance, le titulaire adressera au Maître d'œuvre (correspondant du SID-ATL défini en début de contrat) le rapport original d'intervention, sous un de sept (7) jours ouvrés en précisant :

- ✚ Les dates et heures d'intervention,
- ✚ Le nom des intervenants,
- ✚ L'équipement et sa localisation,
- ✚ Le libellé et le type de l'intervention,
- ✚ Le détail des prestations réalisées.

S'il y a lieu :

- ✚ Les mesures ou relevés des compteurs effectués,
- ✚ Les références des fournitures ou des pièces changées,
- ✚ Les annotations particulières de l'intervenant.

Annexe 1 : identification des matériels

Base Navale de Brest- station "La Brasserie"				
Identification	Produit distribué	Débit m3/h	date flexible	Observations
Pompe n°1 Quantium 200 GO VL - série G0710253B année 2007	F-54	3	2Q19	Volumètre double face - 2 pistolets avec débit différent
Pompe n°1 Quantium 200 GO PL - série G0710253A année 2007	F-54	5	2Q19	
Pompe n°2 Quantium 100 GO VL - série G0710252A année 2007	F-54	3	2Q19	Volumètre double face - 1 pistolet
Pompe n°3 Quantium 200 SP/95 - série G0710254A année 2007	F-67	3	juil-19	Volumètre double face - 1 pistolet
Borne de gestion GIR				



Vue générale de la station de distribution de carburants

Annexe 2 : CYBER